

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°95 MAR.82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.



le capitalisme est en crise,

il faut le détruire

STRAJK



une détérioration économique accélérée

■ Les mythes capitalistes s'écroulent sous les coups de boutoir de la crise.

Naguère, il y a encore peu, des pays comme le Brésil et l'Iran apparaissaient comme de nouveaux pôles de développement du capitalisme ; la crise a réduit à néant ces prétentions.

Les pays de l'Est affirmaient ne pas connaître de crise économique, et bénéficier d'une expansion qui profiterait aux ouvriers : les événements de Pologne sont venus montrer que ce rêve ressemblait plus à un cauchemar.

En occident, les pays développés prétendaient pouvoir juguler la crise ; aujourd'hui, la crise se manifeste avec plus de brutalité que jamais pour les locomotives de l'économie mondiale telles que les USA, la RFA ou le Japon.

Aucun pays aujourd'hui ne peut prétendre être en dehors de la crise ; la crise est mondiale et elle apparaît comme telle.

Si l'on analyse l'évolution de trois indicateurs de l'économie (PIB, chômage et inflation), de l'ensemble des pays de l'OCDE, sur des périodes de plusieurs années, on constate une détérioration constante de la situation du capitalisme occidental.

Il n'y a pas qu'un recul de la production qui puisse indiquer l'existence d'une réelle situation de crise. Le simple recul continu des taux moyens de croissance, tel qu'il appa-

rait clairement sur le tableau, montre que quelque chose se dérègle, et de façon définitive, dans le fonctionnement de l'économie mondiale. De plus aujourd'hui, avec la mise en œuvre massive des techniques d'automatisation, le taux annuel d'augmentation de la productivité du travail est tel que, bon an mal an, même si un nombre important d'entreprises ferment leurs portes, le volume total de ce qui est produit peut se maintenir à un niveau supérieur à celui de l'année précédente, sans que cela n'indique une quelconque santé de l'économie.

En fait, parmi les indices les plus significatifs de l'aggravation de la

crise, il faut retenir l'augmentation du chômage. Ce phénomène est une expression directe de l'incapacité du capitalisme à intégrer de nouveaux travailleurs dans son appareil productif. Pire, c'est une expression du fait qu'il a commencé à les rejeter massivement de celui-ci. Et cela, non seulement dans les pays du Tiers-Monde, comme c'était le cas durant la période de reconstruction du 2ème après-guerre, mais dans les métropoles mêmes du capitalisme : les pays avancés. C'est là un signe flagrant de la faillite historique d'un mode de production qui avait pour vocation d'étendre au monde entier les rapports de production sur lesquels il est basé, l'exploitation du travail salarié, et qui, aujourd'hui, n'est même plus capable de maintenir l'étendue de celle-ci dans ses bastions mêmes (sans parler de la situation dans le tiers-monde où le chômage sévit de façon tragique depuis des décennies).

L'évolution du taux d'inflation est un autre indicateur très significatif de la dégradation constante du fonctionnement du capitalisme. L'inflation est une expression directe de la fuite en avant forcée qui est devenue le mode de survie du capitalisme. Incapable de trouver des débouchés solvables pour sa production, ce système tire des traites sur l'avenir en s'endettant de façon massive et continue. Ce sont les Etats qui montrent le chemin dans ce domaine. Par des déficits bud-

suite page 2

propagande de droite et de gauche des entraves à la dynamique révolutionnaire

les campagnes de la bourgeoisie

■ La plus grande preuve de l'efficacité de ces campagnes idéologiques, est la réalité elle-même. Aujourd'hui, c'est passablement endormie, du moins déboussolée que la classe ouvrière se retrouve à faire face aux mêmes problèmes, et cette fois-ci multipliés par cent, que ceux qui soulevèrent la société à la fin des années soixante : les questions de la crise, de la guerre, de la répression et l'ensemble des sentiments de vide, d'ennui de misère qui accompagnent l'exploitation quotidienne.

Isolé, déchiré et morcelé en mille fractions, catégories, nationalités, des ouvriers des pays sous-développés aux nations industrialisées, des ouvriers immigrés aux employés en passant par les ouvriers qualifiés et techni-

ciens, la classe ouvrière, de fait par ses conditions, n'a du monde et d'elle-même, de son passé et de son devenir qu'une vision morcelée et immédiate. C'est cette vision qu'enracinent encore plus dans la tête de chacun ceux qui prétendent parler au nom des ouvriers des travailleurs, ceux qui prétendent les "représenter", les "défendre".

depuis 68

Ceux qui assument la responsabilité de ce monde, c'est-à-dire la défense des intérêts de la classe dominante et la perpétuation du système sont, eux, centralisés dans les divers Etats du monde, par leurs multiples réseaux, antennes qui pénètrent la société mondiale, écoutant, interprétant, analysant et centralisant les diverses informations avec les moyens les plus modernes mis à leur disposition. Ils ont du monde et de ce qui s'y passe, une vision d'ensemble qui leur permet de

prévoir, avantage non négligeable sur la classe ouvrière.

Ainsi, non seulement la classe dominante, en plus de son expérience historique qu'elle n'a pas perdue, a encore l'avantage sur la classe exploitée de connaître le monde et ce qui s'y passe, et surtout a l'avantage encore plus immense, de pouvoir dire ce qu'elle veut en dire par :

- 1°) Les moyens de diffusion comme la presse, les radios, la télévision ;
- 2°) Ses antennes politiques et syndicales.

C'est sur cette base là que, face aux enjeux historiques, ont été organisées mondialement les plus grandes campagnes de démobilisation et surtout de récupération face, et depuis l'agitation sociale de la fin des années soixante.

suite page 4

sommaire

39 HEURES, NATIONALISATIONS.....	p.3
POLOGNE : QUELLE DEFAITE.....	p.5
LUTTE DE CLASSE EN AMERIQUE LATINE.....	p.6
CHOMAGE : ANNEES 30 ET AUJOURD'HUI.....	p.8

crise du capital

suite de la page 1

Période	65-69	70-74	75-79	80-81
VARIATION ANNUELLE				
DU P.I.B.	5,1	3,9	3,1	1,25
(Total OCDE)				
TAUX DE CHOMAGE				
(15 principaux pays de l'OCDE)	2,66	3,36	5,16	6,35
AUGMENTATION ANNUELLE				
DES PRIX A LA CONSOMMATION (Total OCDE)	3,7	7,4	9,3	11,7

gétaires en croissance constante, par l'utilisation intensive de la planche à billets, ils tentent de créer des marchés artificiels pour remplacer ceux qui se dérobent à la production nationale. De plus en plus, les monnaies deviennent des monnaies de singe, des reconnaissances de dettes émises par des Etats qui ne sont plus solvables eux-mêmes. Et cette monnaie de singe ne peut que perdre de sa valeur de façon croissante d'où l'augmentation de l'inflation.

Quand elles tentent de limiter ce phénomène, les politiques économiques n'aboutissent en fin de compte qu'à entraîner la récession : en essayant d'hypothéquer un peu moins l'avenir, on compromet encore plus le présent. On connaît le résultat du "traitement de choc" de Mme Thatcher qui a fait augmenter le chômage de 68% en 1 an jusqu'à dépasser les 3 millions (chiffre plus élevé que dans les années 30). La potion Reagan aussi fait merveille : 9 millions de chômeurs, 8,4% de la population active en novembre 81 (Reagan s'était engagé à ne pas dépasser les 8%). Quant à l'élidixir Schmidt, il a également fait ses preuves : augmentation du chômage de 54% en un an.

On pourrait ainsi multiplier les chiffres qui, tous, aboutiraient à mettre en évidence l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme. En fait, le simple bon sens suffit à constater qu'il n'y a pas de solution à la crise de ce système : si les conditions qui existaient au cours des années 65-69 ont abouti aux conditions dégradées des années 70-74, si ces dernières ont abouti aux con-

la crise et le prolétariat

Les mesures économiques qui, dans les années 1970 avaient permis aux pays industrialisés, là où le prolétariat est le plus concentré, de ralentir les effets de la crise, se révèlent aujourd'hui inefficaces. La crise s'accélère au centre du capitalisme mondial. Les derniers pôles de stabilité et de prospérité relatives s'effondrent.

Le développement lent de la crise durant les années 70 a permis à la bourgeoisie de manoeuvrer en jouant sur l'illusion qu'il pouvait y avoir des solutions économiques, emprisonnant ainsi le prolétariat sur le terrain de la gestion du capital. Dans ce cadre, l'illusion de la gauche au pouvoir pèse de tout son poids sur la conscience des prolétaires : la gauche apparaît comme une solution crédible pour faire face à la crise. La conscience du prolétariat est obscure, il perd de vue ses buts historiques. Durant cette période, le prolétariat a fait preuve de plus de combativité que de conscience.

Le fait que le prolétariat malgré tout le poids des mystifications qu'il subit depuis des années ait montré une combativité, montre que les portes de l'avenir sont ouvertes.

Cette combativité a été suffisante jusqu'à présent, pour empêcher la bourgeoisie de se lancer dans la guerre généralisée comme l'y pousse toujours plus fortement la crise.

Les illusions ont pesé le plus durement aux lieux où le prolétariat était le plus concentré, là où les grandes puissances impérialistes ont pu maintenir l'illusion d'une relative

prospérité économique face au monde. Mais, dans les années 75-79, on ne voit pas comment, ni par quel miracle, les choses pourraient d'un seul coup s'améliorer.

Face à la crise, les bourgeoisies des pays industrialisés se retrouvent dans une impasse. Commencée dans le milieu des années 60, cette crise est la plus longue et la plus profonde que le capitalisme ait jamais connue.

Grâce à leur puissance économique, les grands pays capitalistes ont pu dans un premier temps exporter les effets de la crise à la périphérie du capitalisme mondial, accentuant encore le sous-développement des pays déjà sous-développés, plongeant ce qu'on a appelé le tiers-monde, et qui représente les 3/4 de la population mondiale dans une situation de misère et de famine comme n'en a jamais connue l'humanité dans toute son histoire, et qu'aucun chiffre économique ne peut exprimer. Aujourd'hui, l'endettement gigantesque de ces pays montre qu'ils se sont fermés comme un marché solvable pour la production capitaliste. C'est pour cette raison que la crise ressurgit avec d'autant plus d'ampleur dans les métropoles capitalistes.

Au 19ème siècle, l'avenir du capitalisme était préfiguré par les pays les plus développés, aujourd'hui, c'est la misère du sous-développement qui montre le futur que prépare le capital.

Avec le rationnement en Pologne, le spectre de la famine est revenu hanter l'Europe. En Europe occidentale, les sociologues de la bourgeoisie ont dû inventer une nouvelle catégorie : le "quart-monde", pour décrire la misère absolue liée au chômage et à la dégradation générale des conditions de vie qui touchent une fraction de plus en plus notable de la population, sur le modèle du Tiers-Monde.

ve prospérité économique face au monde.

Cette époque est révolue! Les grands centres industriels se retrouvent de plein pied dans la crise. Les grandes concentrations industrielles d'Amérique, d'Europe et d'Asie subissent une attaque brutale de la bourgeoisie, comme jamais elles n'en n'avaient subi depuis le début de la crise. La misère massive n'apparaît plus comme une spécialité exotique lointaine. L'illusion qu'on peut trouver des solutions économiques face à la crise s'écroulent. La marge de manoeuvre de la bourgeoisie se rétrécit comme peau de chagrin. Il est de moins en moins possible de maintenir la gauche au pouvoir au moment où la bourgeoisie fait diminuer drastiquement le niveau de vie des ouvriers. Les mystifications de la bourgeoisie s'usent devant les dures réalités de la crise.

Tenaillée par la crise, la bourgeoisie ne peut faire autrement qu'attaquer durement le coeur du prolétariat mondial, celui des pays développés. C'est à cette attaque que les sidérurgistes avaient répondu à Longwy-Denain, en Grande-Bretagne, les dockers à Rotterdam, etc, posant les questions de l'extension de la lutte, de l'auto-organisation. C'est à ces questions que le prolétariat a su répondre en Pologne par la dynamique de la grève de masse ; mais en portant la lutte de classe à un niveau plus élevé, de nouvelles questions ont été posées au prolétariat, auxquelles il n'a pas encore su répondre : notamment celle de la généralisation internationale, seule manière de

briser l'isolement et d'établir un rapport de forces réel face à la bourgeoisie qui elle, a su manifester sa solidarité internationale contre le prolétariat.

Ce pas que le prolétariat doit faire s'il ne veut pas que la situation d'isolement qu'ont subi les ouvriers en Pologne ne se reproduise ailleurs avec les mêmes conséquences tragiques ne peut être seulement quantitatif (plus de luttes), mais doit être aussi qualitatif : le contenu et la perspective de la lutte.

Il ne peut y avoir de généralisation internationale de la lutte de la classe ouvrière sans mise en avant d'une perspective générale pour le prolétariat, et cette perspective, c'est la révolution communiste, ce spectre qui hante le monde capitaliste et que la bourgeoisie s'évertue à masquer, à déformer, à détruire.

En mai 68, dans le premier élan qui marque le réveil de la lutte de la classe ouvrière après plus de 40 ans de contre-révolution triomphante, d'emblée a été posée dans les discussions au sein du prolétariat, la question de la révolution. Il n'était pas possible d'y répondre immédiatement, mais la question était posée. C'est cette perspective que la bourgeoisie s'est évertuée à faire oublier à la classe ouvrière derrière l'illusion des campagnes pour la gauche au pouvoir. Cette illusion n'est plus possible, usée par la faillite du capital. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la maturation de la perspective révolutionnaire dans la conscience du prolétariat, c'est le point de vue politique qui donne un sens général à ses luttes pratiques. La bourgeoisie s'efforce d'entraver cette maturation au travers des campagnes multiples qu'elle lance aujourd'hui : pacifisme, solidarité, etc. (voir l'article sur les campagnes dans ce numéro).

AMERIQUE LATINE

suite de la p.6

des propriétés agricoles, il faut rechercher :

- l'assemblée générale comme moyen d'unification (ex. la lutte bananière du Costa-Rica) ;
- l'organisation de marches unitaires jusqu'aux grandes concentrations urbaines (ex. la lutte des ouvriers salvadoriens) ;
- l'unité entre les ouvriers de la campagne et de la ville. (ex. la grève de Puerto Limón au Costa-Rica) ;
- 4) le prolétariat doit gagner à son combat émancipateur les masses de paysans pauvres et marginaux, qui supportent des conditions de vie inhumaines dans ces pays."

Mais ces leçons sont tout aussi valables pour les ouvriers des grands centres industriels. Au Brésil, la grande grève de Sao-Paulo, en 79 et en 80, a réussi à s'unifier au moyen d'assemblées générales qui réunissaient régulièrement 80 mille à 100 mille travailleurs. Ceux-ci ne se contentaient pas d'occuper leurs usines, mais sortaient en manifestations pour

Amérique latine, Pologne... le problème de la généralisation

Il faut savoir que sans la lutte révolutionnaire dans les grands centres capitalistes (USA, Europe), le reste des prolétaires ne peut atteindre son émancipation.

L'entrée dans la lutte révolutionnaire des ouvriers de ces pays permettra à l'ensemble du prolétariat mondial de reprendre les leçons des ouvriers latino-américains.

C'est aujourd'hui que la lutte de classe de ces derniers, peut laisser entrevoir aux paysans et aux masses miséreuses et sans travail, que, seule, la lutte ouvrière est le lieu d'une résistance efficace aux coups de la bourgeoisie.

C'est aujourd'hui que la lutte de classe laisse entrevoir que, seul, le prolétariat peut offrir une autre alternative que la guerre et la misère.

C'est aujourd'hui, que le prolétariat mondial se prépare à prendre la direction de la révolte de toutes les masses miséreuses du monde !

Mais cela ne sera possible que si VOUS, ouvriers d'Europe, vous reprenez l'exemple des mineurs du Pérou et des métallos du Brésil, exemple de leur opposition permanente au capital.

Dans cette situation, la crise est notre alliée. La crise économique mondiale est la crise du capital, pas du prolétariat. Elle sape la base économique de la domination politique de la bourgeoisie. Elle affaiblit la classe dominante. Le prolétariat n'est pas vaincu, pas résigné, il a maintenu son potentiel de combativité intact. La crise est là, au centre du monde industriel. Elle pousse les gros bataillons du prolétariat à réagir, là où l'expérience du prolétariat, historique et politique, est la plus grande, en Europe.

La crise du capital, en plongeant l'humanité dans la misère la plus extrême, homogénéise les conditions d'existence de la classe ouvrière, par le bas, dans une paupérisation toujours plus dramatique. Mais l'homogénéisation des conditions d'existence pose en germe l'homogénéisation et l'unité de la conscience du prolétariat. Elle le pousse à mettre en avant la perspective révolutionnaire, seule solution face à la barbarie du capital qui culmine dans la guerre impérialiste.

La crise, en s'approfondissant, en trappant de plein fouet aujourd'hui les métropoles du capital, pousse le prolétariat vers la généralisation internationale de sa lutte, et celle-ci ne peut se faire sans mettre en avant de manière évidente aux yeux de toute l'humanité la perspective prolétarienne : la révolution communiste.

Cette perspective est celle qui a manqué et manque encore dans toutes les luttes ouvrières, favorisant leur émiettement et leur isolement. La combativité ne suffit pas, une maturation, un approfondissement, une clarification de la conscience politique du prolétariat est nécessaire. Ce saut qualitatif de la lutte de classe est non seulement nécessaire, il est possible. La combativité de la classe ouvrière et l'approfondissement de la crise du capital le rendent possible. JJ

étendre la grève aux autres entreprises. Jusqu'à 4 millions de prolétaires auraient pris part en 79 à cette vague de luttes : métallos de Sao-Paulo, dockers de Santos, ouvriers du textile et du bâtiment, chauffeurs de bus. Non seulement, ils ont obtenu 68% d'augmentation mais de plus la bourgeoisie fut dans l'impossibilité de réprimer, comme elle en a l'habitude, devant l'ampleur du mouvement. C'est la force de la grève de masse qui paralyse la répression des gouvernements, aussi bien au Brésil, qu'en août 80 en Pologne !

La bourgeoisie eut recours à Lula au Brésil, comme à Walesa en Pologne, le mettant en prison pour le garder au frais, lui donner une auréole de martyr, puis le ressortant quand la situation exigeait l'emploi d'un "pompier". Quand les syndicats voulurent placer la lutte sur le terrain de la défense des "droits des travailleurs", ceux-ci s'opposèrent aux bonzes syndicaux en maintenant leurs revendications salariales.

Sortez de votre torpeur ! Rejetez vos illusions sur la possibilité d'une solution pacifique à la crise ! Défendez-vous pied à pied contre toute attaque de la bourgeoisie, sur les salaires, sur les licenciements ! Reprenez l'arme de la grève de masse, comme les ouvriers polonais !

Ainsi, vous affaiblirez la capacité d'intervention militaire et économique de "notre impérialisme" sur les autres continents. Ainsi les mystifications sur les pays "riches", prospères et démocrates tomberont d'elles-mêmes.

Comrades, votre responsabilité est immense ! Est-elle trop lourde à porter que vous n'avez pu répondre aux luttes des ouvriers polonais ? Attendez-vous que les ouvriers de Sao-Paulo, de Calcutta, de Shangaï soient défaits ? De votre capacité à faire entrevoir à l'humanité toute entière, autre chose qu'une barbarie encore plus noire, dépend dans un proche avenir la victoire ou la défaite de la révolution communiste !

Note 1 : Tous les chiffres sont fournis par le "Bilan économique du Monde" pour l'année 1981.

39 heures, nationalisations : UNE AFFAIRE POUR LA BOURGEOISIE

■ Depuis 10 mois, on nous annonce le changement, une nouvelle politique économique (elle serait même "à contre-courant" des autres politiques économiques), une vraie démocratie, de nouveaux rapports sociaux, une vraie liberté. Tout est nouveau, tout est mieux qu'avant, à les entendre c'est une vraie révolution.

Pourtant, quelque chose ne tourne pas rond et comme le dit Edmond Maire: "les changements n'arrivent pas aussi facilement dans les têtes qu'on pouvait l'espérer". Le changement existerait donc, mais personne ne le perçoit. Les ouvriers seraient-ils assez ingrats pour ne pas voir tout ce que la gauche au pouvoir fait pour eux?

"C'est comme avant mais en pire" aurait dit cet ouvrier d'une petite entreprise du Gard. Quel ingrat, grâce à l'Ordonnance sur les 39 heures, il continue à faire 40 heures en n'étant payé que 39 heures. Que veut-il de plus, et que veulent tous ces ouvriers qui se mettent en grève un peu partout (dans le secteur public comme dans le secteur privé) pour marquer leur mécontentement? Que leur a donc proposé entre autres le gouvernement actuel, ces derniers temps, et qui, apparemment, ne les satisfait pas encore?

La nationalisation de plusieurs grandes entreprises et leurs filiales, ainsi que quelques banques qui ne l'étaient pas encore et les 39 heures.

- Les nationalisations : les entreprises nationalisées, d'après la loi votée, doivent être rachetées aux capitalistes privés et donc payées sur le budget de l'Etat. Concrètement et en clair cela signifie pour le gouvernement augmenter ses recettes (pour cela il annonce un impôt nouveau) et diminuer ses dépenses (les dépenses sociales, bien sûr).

La classe ouvrière paiera ainsi deux fois les entreprises qu'elle a faites "siennes" en continuant à fournir de la plus value au capital nationalisé et en "remboursant" le capital privé.

Tout le monde y trouve son compte, sauf la classe ouvrière, d'autant plus que les capitaux "remboursés" pourront être réinvestis au profit de la bourgeoisie.

Voilà un apport de sang frais pour l'économie nationale, et l'Etat bourgeois vient de réaliser ce qu'on appelle une "augmentation" de capital; ce qu'on pourrait appeler une arnaque parfaite sur le dos de la classe ouvrière, "pour son bien". Nous avons là un exemple parfait de l'unité entre le gouvernement et le grand patronat dans l'intérêt du capital français.

Contrairement à ce que la gauche veut nous faire croire, le capital n'a jamais été et ne sera jamais la "propriété du peuple". De l'Etat, oui,

de personnes privées, oui, de la classe ouvrière jamais. Avec les nationalisations, le gouvernement de gauche ne fait que demander aux ouvriers du "travail gratuit".

- Les 39 heures : quant aux 39 heures, la réalité montre encore une fois que, loin d'être une "mesure sociale", il s'agit ici aussi d'une duperie pour la classe ouvrière, et cette dernière l'a bien compris ainsi.

En fait le gouvernement vient d'opérer une rationalisation du temps de travail. C'est ainsi, qu'en dehors des grands secteurs industriels (qu'il est dangereux d'attaquer de front), les ouvriers des autres secteurs ont payé "l'heure gagnée" par une perte de l'heure du casse-croûte, des pauses diverses, ou de certains aménagements horaires pré-existants, quand il ne s'agit pas tout bonnement d'aller des 36 heures aux 39 heures comme dans la fonction publique (douaniers).

Le deuxième volet de cette "grande victoire" pour la classe ouvrière, c'est l'augmentation des cadences, et là le gouvernement a été très clair par la bouche de Mauroy : "Le nouveau partage du travail devra se faire sans trop peser sur les charges des entreprises et pour cela il faut que la productivité augmente". C'est encore et toujours l'intérêt du capital français qu'il s'agit de défendre et non pas celui des ouvriers.

Face à cette attaque de la bourgeoisie, les ouvriers n'ont pas voulu, cette fois-ci, prendre les vessies pour les lanternes, et on a vu, ces dernières semaines, se développer toute une série de grèves dans la fonction publique, comme dans les douanes et aux télécommunications ainsi que dans un certain nombre de petites entreprises, pour refuser cette duperie présentée comme une réduction du temps de travail, un progrès social et un acte de solidarité.

La pilule était, en effet, trop grosse à avaler; ainsi tout le monde bourgeois s'y est mis mais surtout au premier plan : les syndicats. Face à Auroux qui ne voulait pas donner "le beurre et l'argent du beurre", et à la CGDT complaisante qui, au nom de la "solidarité" est prête à accepter la remise en cause des avantages acquis (création d'emplois obligés), la CGT pousse de hauts cris, traitant Auroux de "porte-parole du patronat" et les autres syndicats de complices.

Entre temps, Mitterrand, l'homme responsable, selon Bergeron, pour désamorcer le mécontentement qui apparaissait, a tranché pour la conservation (momentanée) du salaire intégral.

L'ordonnance sur les 39 heures, comme le reste de la politique de la gauche, n'est toujours pas convaincante,

alors le battage continue : qui va être le meilleur défenseur de la classe ouvrière? Maire, qui regrette que l'on ait bradé la question de la solidarité nationale et du chômage? ou Krasucki, qui pavoise : "Si les travailleurs font une heure de moins sans diminution des salaires, c'est donc grâce à la CGT et malgré la CPDT"?

On accuse tour à tour des difficultés accueillies, tous les "frustrés du 10 mai" : les PME, les PMI, les organisations agricoles, les cadres et bien sûr le grand patronat.

S'ils n'étaient pas là, il faudrait les inventer pour qu'ils puissent servir de bouc-émissaires, de repoussoirs à la gauche.

Tout se ligue contre cette "pauvre" gauche au pouvoir : la conjoncture extérieure qui n'est "guère favorable"; "l'héritage" laissé par Giscard qui est mauvais (comme dit Jospin: "nous gagnons toujours pour trouver l'ardoise des autres. La dernière est salée") et aujourd'hui les "frustrés du 10 mai".

En fait, ce que la gauche au pouvoir

laisse clairement apparaître, aujourd'hui, à travers, entre autres, la question des nationalisations et celle des 39 heures, c'est l'unité et la complicité des diverses fractions de la bourgeoisie, patronat, gouvernement et syndicats, autour des deux grandes nécessités qu'exige la situation de crise : la défense de l'économie nationale, qui ne peut se faire que contre la classe ouvrière, et le maintien de l'ordre social.

Rien n'a donc changé, ni au niveau de la bourgeoisie, ni pour la classe ouvrière, excepté les illusions qu'elle commence à perdre sur la gauche et ses syndicats.

Dans ces conditions, la situation va être de plus en plus dure à tenir pour la gauche au pouvoir. Il est plus dur de faire semblant de défendre les intérêts ouvriers alors que toute la réalité prouve le contraire. La démonstration de cette réalité devrait aider la classe ouvrière en France à se faire une idée claire de ses ennemis.

J.E.

"CHANGEMENT": comme avant ... en pire

■ Il n'y a pas de voie "nationale" pour sortir de la crise économique mondiale. Pas plus pour la France que pour les autres pays.

Le gouvernement de gauche en France ne peut et pourra de moins en moins établir une politique économique à contre-courant de celle qui se mène aujourd'hui dans le reste du monde.

Quant le premier secrétaire du parti socialiste déclare "la conjoncture extérieure n'est guère favorable pour assurer un changement en France", il ne dit pudiquement qu'une toute petite partie de la vérité. Le chancelier allemand H. Schmidt en dit un peu plus en déclarant :

"La récession menace de prendre une ampleur comparable à celle des années 30. On discute bien trop peu de ce problème, et beaucoup trop d'autres questions. Le chômage dans l'hémisphère Nord et la famine dans l'hémisphère sud conduisent à une déstabilisation sociale et politique." (Entretien publié dans "Le Monde" du 24-2-82).

Voilà les vraies préoccupations des équipes dirigeantes du monde entier, de New York à Londres, de Bonn à Paris.

Et la France ne peut échapper à cette réalité. Le pouvoir est ainsi un cadeau empoisonné pour la gauche française. Les premiers bilans économiques de la gauche sont eux-mêmes édifiants si on les compare à la situation avant leur arrivée au pouvoir et à leurs promesses.

A la veille de l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'inflation était de l'ordre de 13,5%. Le chômage touchait officiellement un peu plus d'un million et demi de personnes, et se trouvait en augmentation constante (de 9,6% entre 79 et 80).

Le pouvoir d'achat était d'un recul constant depuis 1978, atteignant officiellement 1% par an environ. Le déficit de la balance commerciale française était, début 81, de l'ordre de 60 milliards de francs.

Après 9 mois de gouvernement Mitterrand-Mauroy, quel est le tableau de l'économie française?

Le taux d'inflation en très légère augmentation est passé à 14%. Le cap des 2 millions de chômeurs est officiellement dépassé et atteint un rythme de plus de 20% d'augmentation annuelle.

Les investissements stagnent : c'est là un signe qu'il n'y a pas de reprise réelle.

En un mois (chiffres de fin décembre 81), le déficit de la balance commerciale s'accroissait de près de 8 milliards. Elle est de l'ordre de 95 ou 100 milliards aujourd'hui. Et surtout, le déficit du budget dépasse aujourd'hui 80 milliards de francs!

Il apparaît donc immédiatement que le déficit du budget de l'Etat a plus que doublé. On pourrait l'attribuer en partie au fameux budget pour l'emploi

de Mauroy, et pourtant on a assisté à une montée en flèche du taux de chômage.

Dans les premiers mois de son investiture présidentielle, Mitterrand promettait encore à la fois de relancer la compétitivité mondiale de la France, de ralentir et de stopper le chômage, de ramener le taux d'inflation à 10%, de "revaloriser les bas salaires" en promettant notamment aux smicards (1,7 millions de travailleurs) une majoration de 10% du SMIC en 1982 (de son pouvoir d'achat). De fait, le gouvernement a programmé pour le SMIC : une revalorisation du pouvoir d'achat de 1% en mars, de 2% en juillet, de 1% en décembre... soit de 4 à 5% en un an!

Au taux d'inflation actuel dépassant 1% mensuellement, on voit mal comment l'inflation pourrait être réduite à 10%.

Pour se crédibiliser au gouvernement, la gauche se voit contrainte de mener un SEMBLANT de politique de relance et un SEMBLANT de politique sociale, qui malgré le cirque des nationalisations et des 39 heures, se borne à limiter son attaque de la classe ouvrière.

Mais les indices se multiplient pour indiquer que cette politique arrive à son terme.

La mini-relance apparaissant fin 81 est déjà en train de s'évaporer : la consommation intérieure présentée comme devant la catalyser, a commencé à décroître. Si la production est encore en hausse, l'écart croissant de la balance commerciale montre que cette situation va devoir à court terme se réajuster aux capacités réelles de la France sur le marché mondial. De ce fait, de plus en plus d'emplois se trouvent menacés.

Enfin, le palier supportable dans ce contexte du déficit de la politique budgétaire est largement atteint. Les déclarations de Delors sur le réalisme dans le domaine économique et sur les "rigueurs nécessaires" dans la gestion du budget de l'Etat annoncent déjà la couleur de l'orientation de la politique pour ce gouvernement de "gauche".

Le gouvernement a clairement annoncé que toute nouvelle réduction d'horaire ne pourrait s'accomplir sans certains "sacrifices" sur les salaires: voilà pour le mythe des 35 heures!

A l'heure où tous les Etats développés adoptent des budgets draconiens (RFA, USA, GB, Japon) en réduisant massivement les "dépenses sociales", où tous les secteurs du prolétariat se trouvent attaqués de plus en plus directement, où les réalités de la crise mondiale du capitalisme se font plus crues, la France est bien incapable de faire exception ou de se mettre en marge du marché mondial.

Pour sortir de la crise, il n'y a pas d'issue "nationale". Pour cette simple raison : c'est le capitalisme mondial qui est en crise. Y.D.

LE MEURTRE D'UN OUVRIER

■ Ahmed Medjir est mort !
 . Pour la gauche et les syndicats : c'est la faute aux patrons !
 . Pour les cadres : c'est la faute au gouvernement !
 . Pour le patronat : c'est la faute aux syndicats !
 Chacun d'entre eux ment (par omission), mais tous ensemble, ils disent la vérité.

Oui, c'est la bourgeoisie toute entière, à travers ses différentes fractions, qui est responsable de cet assassinat. Et les rôles ont parfaitement été distribués :

- Le gouvernement de gauche qui, à travers la nationalisation de la CGE avait depuis longtemps prévu une "rationalisation" du groupe, entendez : licenciements dans le secteur de la production (140 à Clichy dans un premier temps).

- Le patronat et les cadres qui ont été mis en avant face aux grévistes pour faire la sale besogne de répression en organisant le commando anti-grève.

- Et surtout les syndicats (notamment la CGT) qui ont tout fait pour diviser les ouvriers de la FULMEN, dévoyer leur lutte et isoler les plus combattifs.

. Ils ont divisé les ouvriers en les maintenant séparés dans les 7 usines en lutte de la FULMEN. De plus, à Cli-

chy, ils ont divisé les ouvriers en ouvriers français et ouvriers immigrés.

. Ils ont dévoyé leur lutte en leur indiquant un bouc-émissaire (le patronat) pour faire oublier qui sont les premiers responsables (le gouvernement et ses plans de restructuration).

. Ils ont isolé les plus combattifs : quand 7 usines de la FULMEN sont entrés en lutte, 6 se sont mises en grève et seuls quelques ouvriers isolés de l'usine de Clichy ont été embarqués par la CGT dans une occupation sans avenir et suicidaire à terme.

Voilà pourquoi quelques ouvriers se sont retrouvés seuls et désarmés sur le toit de l'usine pour se défendre contre "le commando patronal" sous le regard bienveillant de la police "démocratique", et pourquoi Ahmed Medjir est mort.

Il a payé pour les illusions qui existent encore dans la classe ouvrière :

- sur le gouvernement de gauche qui prétend être le gouvernement des travailleurs ;

- sur la possibilité de lutter dans les syndicats ;

- sur la possibilité de lutter aujourd'hui isolément face à la bourgeoisie.

J.E.

des entraves à la dynamique révolutionnaire

suite de la page 1

Tout ce qui, à une époque, a pu servir de phare et d'orientation à la lutte de la classe ouvrière, a été dénaturé par les conséquences de la contre-révolution et le passage des anciens partis ouvriers dans le camp de la bourgeoisie. Ainsi, la notion "communisme" évoque le capitalisme d'Etat et le militarisme des pays de l'Est; la notion même de "classe ouvrière" évoque une vieillesse. Quant à "l'internationalisme", c'est en son nom que se mènent les guerres (Vietnam, Afghanistan).

La lutte contre la guerre et celle contre les conséquences de la crise du capitalisme mondial ont été deux facettes essentielles de la réapparition de la lutte de classe ouverte à la fin des années 60.

Que reste-t-il de ces luttes ?
A l'évidence, pas grand chose, sinon en négatif.

la lutte contre la guerre

La lutte contre la guerre du Viet-Nam a été le signe d'un bouleversement social profond aux U.S.A. et, par répercussion, dans le reste du monde entier, pour une très importante partie de la jeunesse des pays occidentaux.

Mais, à la fin des années 60 et au début des années 70, la lutte contre la guerre qui ne pouvait être qu'une lutte contre le capitalisme à l'est et à l'ouest, c'est-à-dire une lutte qu'on ne pouvait dissocier des luttes ouvrières contre l'exploitation et les conséquences de la crise, une lutte internationale, est devenue une lutte de soutien à la guerre elle-même. Au travers du mythe des luttes dites de "libération nationale", face à la guerre, chacun était invité à soutenir un camp national ou un autre, celui du Viet Nam, c'est-à-dire celui du bloc de l'est ou celui des U.S.A., c'est-à-dire celui du bloc occidental.

Ce qui avait été, au début, l'objet du combat, c'est-à-dire la lutte contre la guerre, et le nationalisme, était devenu exactement son contraire,

une lutte nationaliste et une justification de la guerre. Pas étonnant que ces combats n'aient pas eu de lendemain, sinon de dégoûter quiconque de lutter.

Au milieu des années 70, la gauche et les gauchistes avaient fait leur travail par rapport à la question de la guerre. Il ne restait plus aux gouvernements des pays occidentaux qu'à lancer leurs campagnes sur les "droits de l'homme" dont le contenu était fondamentalement le contenu d'une idéologie de guerre contre le bloc de l'est.

Ces campagnes sont de la même nature, de la même veine, de la même hypocrisie que l'anti-fascisme, base idéologique de la seconde guerre mondiale.

la lutte contre la crise

La fin des années 60 allait être le théâtre de la réapparition des luttes ouvrières d'ensemble et massives de la part du prolétariat, en particulier européen.

Mais même si ces luttes ouvrières ont été impulsées par de forts mouvements de masse comme 68 en France (la plus grande grève générale de toute l'histoire du mouvement ouvrier mis à part la Pologne), grâce à la rupture des cinquante années de contre-révolution qui ont laissé un vide effroyable dans la conscience ouvrière, et grâce aux campagnes et au travail de la gauche, des syndicats et divers gauchistes, ces luttes n'ont jamais pris conscience d'elles-mêmes, de ce qu'elles représentent.

Les luttes ouvrières constituaient une révolte générale accumulée et contenue durant les années de reconstruction d'après-guerre. Cette révolte explosait aux premiers signes de la réapparition de la crise ouverte du capitalisme. La possibilité de s'aménager une "place confortable" au sein du capitalisme a été l'illusion qui a cassé cet élan.

Ainsi, à la "dispersion" de ces luttes (première conséquence de la mainmise des syndicats et de la gauche), ont correspondu toutes les illusions gestionnaires qui, de 70 à 78 ont do-

miné le mouvement ouvrier : illusion de pouvoir conjuguer les intérêts de l'économie capitaliste avec les intérêts ouvriers. Les campagnes sur "la nouvelle société", "la relance de l'économie par la consommation ouvrière", animaient ces illusions. L'interprétation des sources de la crise économique comme "crise du pétrole", crise de "pénurie des matières premières" et non pas comme CRISE GÉNÉRALE DU SYSTÈME, CRISE DE SURPRODUCTION, venait chapeauter toutes les autres campagnes. Mensonge à la racine de tous les autres. La réalité du développement de la crise, de la chute irrésistible des conditions de vie de la classe ouvrière balaient aujourd'hui de plus en plus ces illusions. Peut-être, mais ces illusions ont existé et ont préparé le terrain aux politiques économiques dites "de vérité" des Barre, Thatcher, Reagan.

Cela n'est pas tout : la question économique et tous les mythes qui l'ont enveloppée ne représentent, dans les années 70, qu'une facette des illusions. La question politique, c'est-à-dire celle de l'orientation générale de la société, la question de l'Etat ont aussi été totalement brouillées.

Aux illusions de pouvoir concilier intérêts ouvriers et intérêts de l'économie capitaliste, s'est ajoutée celle d'une possible conciliation entre lutte politique des ouvriers et Etat : particulièrement au travers de l'électoratisme, on aurait pu faire de l'Etat un organe, un moyen, un instrument de transformation de la société.

Ainsi si les luttes de "soutien" aux dites "luttes de libération nationale" ont préparé le terrain aux campagnes guerrières "des droits de l'homme"; si au niveau économique, les mensonges de la "gestion sociale ouvrière" a préparé le terrain aux politiques gentiment appelées "d'austérité"; le mensonge démocratique des années 70 a préparé le terrain au quadrillage policier déployé actuellement et mis en place sous le couvert des campagnes "anti-terroristes" et, bien sûr pour la "démocratie" et la "liberté du citoyen".

Même si l'époque qui vient ne sera ni "sereine" ni "tranquille", ni "facile", la guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour.

Le barrage idéologique établi contre les premiers feux de la révolte sociale n'a fait aujourd'hui que contenir celle-ci, il ne l'a pas tuée.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation contradictoire qui traduit le malaise de l'époque actuelle.

La grande masse de la population ouvrière du monde et en particulier dans les métropoles industrialisées n'est mobilisée derrière aucune des pseudo "grandes causes" qui font le lit des guerres. Aucune fraction de la bourgeoisie, de droite et de gauche, ne peut prétendre pouvoir entraîner et encadrer la grande majorité des ouvriers derrière une bannière ou une autre. L'expérience des 70 dernières années, des deux guerres mondiales, de "l'antifascisme", des "fronts populaires" subies par la classe ouvrière ne rend pas facile à la classe dirigeante cette tâche essentielle.

Finalement, la gauche et les syndicats, les campagnes diverses de poudre aux yeux qui se succèdent à un rythme de plus en plus rapide sans "accrocher" réellement n'ont réussi à casser l'élan des années 60 qu'en laissant dans leur sillage dégoût et amertume. La désyndicalisation, la fuite des partis et de leur propagande traduisent cette réalité.

En même temps, la désillusion de plus en plus profonde s'accompagne d'un sentiment profond de s'être fait posséder, duper. Si les illusions ne font pas les révolutions, par contre les désillusions sont souvent un terrain douloureux mais fertile sur lequel peuvent se développer de véritables perspectives et une véritable lutte.

La façon dont toutes les luttes depuis la fin des années 60 ont été dévoyées, poussées sur des voies de garage et finalement récupérées devrait faire réfléchir ceux qui, sous la direction des sociaux démocrates ou des stalinien enfourchent aujourd'hui le cheval de la bataille du "pacifisme" du "désarmement", de "solidarité avec Solidarité", de la lutte pour "la démocratie et le syndicalisme libre" dans les pays de l'Est et appellent à suivre les syndicats et la gauche dans leur "lutte contre l'austérité".

Prénat.

lisez la revue internationale n° 28

CRISE ECONOMIQUE ET LUTTE DE CLASSE

LUTTE DE CLASSE EN EUROPE DE L'EST (1970-80)

CRISE DU MILIEU REVOLUTIONNAIRE critique de "LENINE PHILOSOPHE" de Pannekoek (Internationalisme 1948)



CHOMAGE

suite de la page 8

par l'ensemble de la classe ouvrière comme chez les chômeurs eux-mêmes comme un problème EN SOI, particulier, séparé de l'ensemble de la condition ouvrière.

L'absence presque totale de protection sociale des chômeurs implique qu'ils sont réduits à un état de misère intolérable et apparaissent nettement plus atteints et sensibilisés par la crise que le reste de la classe ouvrière.

Pour l'ensemble de la classe ouvrière, le chômage est une menace, entretenue par la bourgeoisie, qui paralyse les luttes. C'est un réflexe de peur par rapport au chômage qui domine; pour eux, cela représente une insécurité auprès de laquelle leur exploitation paraît un moindre mal.

Mais ce sentiment domine avant tout dans la classe en fonction de l'affaiblissement extrême où est plongé le prolétariat dans cette période.

La crise et le chômage des années 30, ont sévi dans le contexte de la plus profonde défaite du mouvement prolétarien, au cœur d'une contre-révolution triomphante : à l'issue d'une série d'écrasements physiques essayés par la classe ouvrière mondiale, les pires de son histoire. (Hongrie, Allemagne, Italie, Chine... sans compter les liquidations et les déportations effroyables de la Russie stalinienne) et en plein embrigadement idéologique du

prolétariat qui devait le mener aux massacres de 1936-37 en Espagne et finalement à la boucherie mondiale derrière la fausse alternative : fascisme ou démocratie. Politiquement, le prolétariat était massivement dévoyé de son terrain de classe.

Aujourd'hui, on a vu ces dernières années moins de réactions de chômeurs dans les pays développés bien que la série d'émeutes éclatant presque simultanément dans la plupart des grandes villes de Grande-Bretagne durant l'été 81, dans les quartiers abritant la plus grande concentration de chômeurs indique déjà le potentiel explosif de la situation de chômage massif.

Ce faible niveau de réaction des chômeurs jusqu'ici peut s'expliquer par une meilleure - bien que de plus en plus précaire et menacée - protection sociale des chômeurs que dans les années 30, ainsi que par le caractère moins brutal de la crise.

Mais si le mouvement général de la crise est plus lent, il est aussi plus profond parce que plus généralisé et qu'il correspond à un épuisement des palliatifs de la bourgeoisie.

En même temps, contrairement aux années 30, la classe ouvrière n'est pas dans une situation de défaite.

Fait marquant et caractéristique de ces années 80, l'accroissement régulier et de plus en plus massif du nombre de chômeurs n'est nullement

perceptible comme un problème en soi, indépendant des autres manifestations de la crise.

Ce n'est qu'une des expressions les plus claires de la crise mondiale généralisée qui traduit à travers un enfoncement inéluctable dans la crise et dans la misère, toute la décadence du système de production capitaliste et sa faillite globale.

L'ampleur grandissante des problèmes économiques et sociaux liés au chômage n'est pas davantage un phénomène particulier, c'est l'une des manifestations les plus évidentes des attaques de toute la classe dominante dirigées contre l'ensemble du prolétariat.

Aujourd'hui, l'extension du chômage, massif à un niveau réellement mondial et le constat qu'il touche tous les secteurs de l'économie et surtout du prolétariat en sont les plus puissants révélateurs.

Toutefois, les luttes de ces dernières années mettent en évidence le poids encore important de l'isolement des chômeurs et de la peur du chômage dans la classe ouvrière.

L'expérience des années 30, dans des circonstances différentes, montre vers quelles impasses catastrophiques conduisent cette peur et cet isolement. S'ils l'emportent, aujourd'hui encore, c'est la guerre qui sera l'issue. Le renversement du capitalisme, source commune de la misère engendrée par le chômage et l'exploitation de la classe ouvrière n'est possible qu'à la condition de l'UNIFICATION dans la lutte de l'ensemble du prolétariat.

Y.D.

pologne décembre 81 : quelle défaite ?

La répression en Pologne et le manque de réaction du prolétariat mondial repose la question d'où en sont les possibilités d'action de la classe ouvrière aujourd'hui, face à la crise généralisée, face aux menaces de guerre. Quelle a été la portée de la lutte en Pologne? A quoi correspond sa défaite?

Nous avons déjà tenté de répondre à ces questions dans nos précédents numéros. Nous pensons qu'il faut encore y revenir, pour mieux cerner le sens de cette défaite dans le moment où nous nous trouvons. Selon les conditions générales, selon la dynamique dans laquelle une défaite se situe, elle peut être l'engagement d'une longue période de soumission du prolétariat, ou une source d'enseignements directs dans des combats qui mûrissent et se préparent.

Aujourd'hui, malgré le silence actuel du prolétariat mondial, la dynamique est à l'affrontement entre les deux classes fondamentales du monde : bourgeoisie et prolétariat.

quelle défaite ?

■ Pour comprendre le sens de la défaite actuelle, il faut d'abord comprendre la situation qui l'a précédée. Il faut comprendre ce qu'a signifié la force du mouvement ouvrier en Pologne en 1980. Depuis la fin des années 60, la Pologne a connu plusieurs grands soulèvements (70,76, 78) qui ont culminé dans la grève de masse organisée à l'échelle d'un pays. Cette montée exprimait la reprise des luttes au niveau mondial, même si, dans beaucoup d'autres pays, les réactions étaient moins poussées. En 78 notamment, on pouvait constater des tentatives de reprendre le combat en Grande-Bretagne, en France et en Hollande notamment, face aux premiers licenciements massifs en Europe de l'Ouest. La grève de masse en Pologne, dans cette dynamique comportait la réelle potentialité d'une extension du combat, en montrant dans quel sens la classe ouvrière pouvait se renforcer.

Ce à quoi nous avons assisté depuis, c'est à la contre-offensive de la bourgeoisie face à ce danger de contagion. Et cette contre-offensive porte momentanément ses fruits. Mais pour cela, la bourgeoisie a dû concentrer ses efforts contre le prolétariat dans le monde entier : en utilisant les syndicats et la gauche dans les pays "démocratiques" pour casser la dynamique de lutte; et, en Pologne même, en enfermant les ouvriers dans une problématique nationale de réforme du système, grâce à Solidarnosc.

Le coup du 13 décembre, sa préparation et ses suites, sont une victoire de la bourgeoisie. Ce sont des exemples douloureux de l'efficacité de la stratégie de la bourgeoisie mondiale. Elle a réussi à enfermer idéologiquement le prolétariat dans le cadre de ses frontières de blocs (les pays "socialistes" sont différents) et nationales ("la Pologne est une affaire de polonais"), à vider la lutte ouvrière en Pologne de son contenu en la ramenant à une lutte syndicale pour la "démocratie" alors qu'il s'agissait d'un affrontement ouvert entre les intérêts de l'état et les intérêts ouvriers, surgissant dans la grève de masse.

C'est de la capacité du prolétariat à tirer ces leçons, à ne plus se laisser prendre à la stratégie bourgeoise, que dépend le sens de la défaite actuelle.

défaite idéologique et défaite physique

Ce n'est pas la répression actuelle en Pologne qui est la vraie défaite. La vraie défaite, c'est la réussite du travail de la bourgeoisie depuis août 80 pour ISOLER les ouvriers en Pologne. Ce qui est le plus inquiétant pour le combat de la classe ouvrière, ce ne sont pas les tanks, les patrouilles de miliciens dans les rues en Pologne; ce qui est le plus grave, c'est que le seul appel international lancé par les ouvriers de Pologne ait pu s'adresser aux dirigeants de l'Ouest. C'est que les ouvriers de l'Ouest puissent considérer la Pologne comme un problème spécifique. La classe ouvrière ne fera pas l'économie de l'affrontement dans son combat. Ce qui est important c'est qu'elle l'aborde dans les plus grandes conditions de force possible.

En Pologne même, ce n'est jamais la répression physique qui a pu arrêter à elle seule un mouvement : en 70, c'est même la répression qui a provoqué l'extension du mouvement au pays tout entier. La bourgeoisie a dû reculer, annuler les hausses de prix, comme elle l'a fait aussi en 76. Aujourd'hui, elle ne peut plus payer, mais elle utilise une autre arme contre la classe ouvrière : l'af-

faiblissement de sa conscience et de son unité.

La répression, la terreur, l'atomisation n'ont pu être possible en Pologne que parce que le prolétariat avait été affaibli par l'action du syndicat, par le manque de perspectives sans généralisation. Il faut se souvenir que la classe dirigeante n'a pu attaquer de front la classe ouvrière, tant que celle-ci était réellement forte, unie et organisée, que les ouvriers ont fait reculer une des bourgeoisies du monde les plus promptes à la répression. Ce n'est qu'après avoir divisé, isolé, privé de perspectives le combat des ouvriers en Pologne et ailleurs que la bourgeoisie a pu frapper.

Ce danger n'est pas nouveau pour le prolétariat.

S'il a pu être amené à la guerre en 1914, ce n'est pas à cause d'une défaite physique. La seule qu'on puisse voir avant 1914, la répression qui a suivi les luttes en Russie 1905 n'avait pas fait la preuve en elle-même de la faiblesse du prolétariat, au contraire : ces luttes étaient une tentative de rompre avec ce qui allait être la VRAIE défaite du prolétariat : la vision réformiste du monde, l'illusion que le capitalisme allait continuer comme avant, vision qui pesait très fortement sur les centres du capitalisme, surtout en Europe occidentale. Au contraire, la grève de masse de 1905 montrait la puissance du prolétariat organisé en conseils et l'affrontement inévitable avec les intérêts du capitalisme. Son exemple n'a pu être assez fort pour éviter le premier carnage mondial. Mais si l'on voulait comprendre la défaite de 1905, ce n'est pas dans la répression en Russie qu'il fallait chercher, mais dans le poids énorme de la social-démocratie et du réformisme sur le mouvement ouvrier international.

De même, si on veut évaluer aujourd'hui la vraie défaite que constitue la répression en Pologne, c'est dans le degré de développement de la conscience de la classe ouvrière mondiale qu'il faut d'abord chercher la réponse.

Même si on peut voir, en Pologne même, plus d'illusions syndicalistes qu'en 1905, mondialement, les conditions d'un écrasement sous le poids de la social-démocratie sont moins présentes qu'en 1905. La bourgeoisie, par rapport au début du siècle a développé encore sa capacité d'utiliser des armes idéologiques pour noyer le prolétariat et l'empêcher de définir ses objectifs propres. Mais le terrain objectif de la crise, unifiée, généralisée tend à saper ces mystifications de façon beaucoup plus nette, et cela depuis 80 ans.

En 1905, les atteintes de la crise étaient encore profondément inégales. Le capitalisme subissait les premiers effets de la saturation des marchés, il entraînait à peine dans sa période de décadence. Ces données objectives ont contribué à déboussoler la classe ouvrière, à la piéger dans le réformisme.

Dans la période où les crises du capitalisme se concluaient par un développement des marchés, un essor dans l'industrialisation, la bourgeoisie s'appuyait moins sur des arguments idéologiques. La classe ouvrière était reconnue comme une classe particulière, avec ses intérêts, et même si elle pouvait s'allier avec certaines fractions de la bourgeoisie "libérale", comme en 1848, ce n'était pas ce qui faisait sa faiblesse. La classe ouvrière subissait partout des répressions directes et sanglantes, qui n'entraînaient pas de réactions généralisées : c'est que le capitalisme connaissait, souvent à la suite de ces répressions, des périodes où son développement apportait des améliorations conséquentes des conditions de vie. Il pouvait réprimer ouvertement sans trop de consé-

quences parce que son existence même n'était pas en danger. Le capitalisme avait moins besoin de justification idéologique parce qu'il avait encore une justification réelle.

Aujourd'hui, tout pousse vers l'affrontement. La bourgeoisie est confrontée à un besoin de plus en plus grand de mystifier, avec de moins en moins de bases pour le faire. C'est ce qui ouvre, plus que jamais dans l'histoire, la possibilité de la révolution.

les conditions actuelles

LA DECADENCE :

En 1848 déjà, la classe ouvrière répondait, dans presque tous les pays d'Europe (Pologne, Italie, Allemagne, Angleterre, Belgique, Autriche, Hongrie, Pays-Bas, France) aux assauts de la crise économique qui avait commencé en 1846, et touchait la classe ouvrière par la famine et le chômage (+56% en deux mois à Paris). Mais, même si ponctuellement le capitalisme affirmait ses contradictions à la face du monde, elles étaient encore surmontables en son sein :



Ce ne sont pas les chars, ce n'est pas la répression en Pologne en elle-même qui sont le plus inquiétant de la situation actuelle. Le plus inquiétant, c'est l'efficacité de la propagande bourgeoise pour isoler le prolétariat en Pologne et entraver la dynamique commune qui unit le combat des ouvriers de l'Ouest comme de l'Est.

"Etant donné cette prospérité générale, dans laquelle les forces productives de la société se développent aussi abondamment que le permettent les conditions bourgeoises, on ne SAURAIT PARLER DE VÉRITABLE RÉVOLUTION. Une telle révolution n'est possible que dans les périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises, entrent en conflit les uns avec les autres. (Marx, "Luttes de classes en France")

Aujourd'hui, ces deux facteurs sont en conflit ouvert : les crises de surproduction atteignent l'ensemble de la planète, sous une forme ou sous une autre, simultanément, et ne se sont résolues jusqu'à présent que dans 2 guerres généralisées depuis le début du siècle. La possibilité matérielle de l'abondance existe, mais les lois du commerce et du salariat entretiennent la misère de l'humanité. Comme la 3ème internationale avait commencé à le comprendre au début des années 20: "Nous sommes entrés dans l'ère des guerres et des révolutions."

LA CRISE :

La crise tend aujourd'hui à poser les questions en termes semblables pour tous les pays du monde (voir l'article sur la crise dans ce numéro). Ce n'était pas le cas au 19ème siècle, où les crises atteignaient les pays SEPARÉMENT, les uns coulant pendant que d'autres florissaient. Ça n'a pas non plus été le cas en 17 : la guerre avait créé une situation de division entre pays vainqueurs et pays vaincus, du point de vue même des conditions de vie et des perspectives ; c'est dans les pays vaincus qu'ont éclaté les révolutions : 17 en Russie, 18 en Allemagne, pendant que le chloroforme de la social-démocratie endormait le prolétariat des pays vainqueurs, qui ne subissait pas dans des conditions aussi pires les conséquences de la guerre sur son niveau de vie. Le dernier sursaut du prolétariat, en 1927, en Chine, pouvait être écrasé dans le sang ven-

ant que les USA connaissaient un véritable boom économique.

LA CLASSE OUVRIÈRE N'A PAS SUBI DE DÉFAITE DÉCISIVE :

Quand la révolution allemande a été défaite, écrasée dans le sang en 1919, ce fut une défaite cruciale de la classe ouvrière. La Pologne ne l'est pas. L'écrasement de la révolution allemande a signifié l'asphyxie d'une révolution déjà engagée en Russie. Il a marqué un coup d'arrêt dans la tentative de généralisation sans laquelle aucune révolution n'est viable, et ce, dans un des centres du capitalisme où se déterminait le rapport de forces global entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Cet écrasement a participé à empêcher que la tentative d'extension ne surgisse ailleurs. Dans les conditions objectives et subjectives de l'époque, cette défaite s'inscrivait dans l'anéantissement de la volonté prolétarienne.

La Pologne n'est que le premier pas d'un combat dont l'issue se jouera les grandes métropoles du capitalisme. La répression en Pologne n'a pas brisé les potentialités d'une généralisa-

tion des luttes et ce, parce qu'essentiellement les mystifications bourgeoises ne sont pas assez fortes pour briser la prise de conscience de l'enjeu réel, même si elles contribuent à la passivité actuelle.

Nous ne sommes pas dans les années 30, où, bien que la crise soit plus généralisée qu'avant, le prolétariat n'a pu réagir à la hauteur de la situation (voir article sur le chômage dans les années 30). La saignée qui a suivi la première vague révolutionnaire des années 20, la démoralisation qu'elle a entraînée, la difficulté de la classe ouvrière à en tirer les leçons ont livré la classe ouvrière aux grands mensonges de l'histoire : le stalinisme, l'anti-fascisme, et l'a empêché d'affirmer une autre perspective face à la guerre.

Aujourd'hui, le prolétariat n'a pas subi de défaite décisive. Mais c'est encore le danger de s'illusionner sur les possibilités du capitalisme qui est le plus grand obstacle pour la classe ouvrière. Le danger de se faire piéger dans le syndicalisme, le nationalisme, l'autogestion, la démocratie... même si les bases objectives tendent à saper ces illusions. C'est une des leçons essentielles du passé, et de la défaite actuelle.

La répression en Pologne n'est pas un fait isolé. La classe ouvrière, tant qu'elle ne réagit pas plus à la contre-offensive bourgeoise, est en situation de défaite dans le monde entier. Mais toutes les défaites ne sont pas porteuses de soumission.

Malgré l'apathie apparente qui caractérise la réaction à l'accélération de la dégradation de la situation mondiale, les conditions actuelles sont celles d'une reprise des luttes à un niveau général. C'est sur cette perspective que la résistance des ouvriers en Pologne, comme ailleurs, doit s'appuyer pour se renforcer. Aujourd'hui, les conditions dans lesquelles se déroule la lutte de classe, même si elles sont difficiles, sont les meilleurs qu'ait jamais connus l'histoire.

LA LUTTE DE CLASSE EN AMERIQUE LATINE

Beaucoup d'entre les ouvriers, et même, malheureusement, d'entre les révolutionnaires, perçoivent difficilement la lutte classe, la lutte contre l'exploitation capitaliste, la lutte pour la révolution communiste, au delà des frontières nationales, si ce n'est au delà de leur propre usine. Pourtant, pour détruire un mode de production mondial qui nous mène tout droit à une 3ème guerre impérialiste, les prolétaires devront s'unir à l'échelle internationale, malgré et contre les divisions et les frontières que nous impose le capital. Cette union dans la lutte ne pourra se limiter à l'ensemble des "pays riches", lieu décisif de l'affrontement inévitable entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Si la reprise des luttes au niveau mondial en 68-72 l'a surprise, la bourgeoisie a vivement réagi. Elle repoussa les effets de la crise, crise générale du système capitaliste, dans les pays les plus pauvres de la planète. Ainsi, elle se donnait un répit pour s'adapter à l'affrontement décisif futur dans les principaux centres capitalistes (Europe, USA...). Le résultat en fut un recul de la lutte en Europe, laissant seule la classe ouvrière des autres pays réagir à une détérioration de conditions de vie déjà guère brillantes.

■ La situation que connaissent les ouvriers, ainsi que la majeure partie de la population en Amérique Latine, est une claire illustration de l'isolement dans lequel est encore contrainte de lutter la classe ouvrière.

En Amérique Centrale et dans les Caraïbes, les taux d'inflation se situent entre 50 et 100 %, alors que le chômage touche souvent la moitié de la population active (1).

Accrus par une croissance démographique très forte, les chômeurs, soit venant des campagnes et entassés dans les bidonvilles, soit licenciés des usines, ne connaissent pas, dans la majorité des cas, d'allocation-chômage. C'est ce qui se passe en Argentine et au Brésil, qui de plus, subissent une inflation respectivement de 140 et 100% ! En Argentine, la consommation

de viande a baissé de 10 % ! Pourtant, le pays est un grand producteur...

En Bolivie, la perte du pouvoir d'achat des ouvriers dépasse les 120 %. Au Pérou, alors que le sous-emploi représente 45% de la population active, de l'aveu même des bourgeois, le pays souffre de malnutrition, maux qui frappent presque tous les pays au sud du Rio Grande ; le gouvernement mexicain est obligé d'admettre que 18 seulement des enfants de moins de 6 ans consomment lait, oeufs, viande ou poisson entre 4 et 7 jours par semaine : Bien sûr, la sous-consommation s'accompagne d'une mortalité infantile très élevée...

Mais, soyez rassurés, en cas de guerre atomique, chacun, ici comme là-bas, a sa ration bien fournie de T.N.T.

situation de misère, situation de révolte !

La lutte du prolétariat d'Amérique Latine a été presque permanente.

Jugeons-en :

- 1969 : Grèves quasi-insurrectionnelles à Cordoba, en Argentine ;
- 1971-72 : Les mineurs du Chili s'affrontent au très "socialiste" Allende.
- 1975 : En juillet, 5000 grévistes à Arequipa (Pérou) ;
- 1976 : Toujours au Pérou, 15000 mineurs, les métaux, les travailleurs des banques et de la presse, bientôt suivis en juin par les mineurs de Bolivie ! En Argentine, c'est au tour des dockers, et de nouveau comme en 1969, les ouvriers de l'automobile.
- 1978 : Les mineurs chiliens s'affrontent à Pinochet, deux mois après la nouvelle lutte des mineurs au Pérou.
- 1979 est une année de lutte intense : au Venezuela, au Salvador, au Honduras où 1000 ouvriers agricoles de la United Fruit se mettent en grève ; au Costa Rica au mois d'août, le port le plus important du pays, Puerto-Limon, est paralysé ; en décembre, dans plusieurs villes de Bolivie, les mineurs (encore eux) assaillent les commerces et les véhicules chargés de vivres. Au Brésil, c'est 4 millions de grévistes au cours d'une des plus importantes grèves de cette décennie. Nous y reviendrons. Jusqu'au Nicaragua des sandinistes qui est touché (manifestations dans la ville d'Estali) ;
- 1981 : Argentine de nouveau ; au Chili, 40 jours sont nécessaires à la bourgeoisie pour remettre au travail

les 10000 mineurs de cuivre en avril-mai. Au Pérou, le pays est paralysé en janvier, et après la guerre avec l'Equateur, les grèves se multiplient : textile, métallurgie, douanes et 6000 mineurs durant 44 jours...

mais la classe ouvrière n'est pas seule à se révolter contre le capitalisme. En 1979, en Bolivie, les paysans descendirent de l'altiplano, bloquèrent avec les ouvriers (exemple cité plus haut), les camions et les routes, et isolèrent la capitale du pays.

En mars 81, c'est au cri de "nous avons faim, nous voulons manger !" que les ouvriers agricoles sans travail du nord-est du Brésil se sont soulevés. On compte 200 000 hectares de terre occupés dans ce pays. Au même moment, Rio de Janeiro est le théâtre d'émeutes de la faim.

En octobre à Cuzco, deuxième ville du Pérou, la population s'affronte à la police et à l'armée, pour protester contre l'augmentation du prix des transports. Au Venezuela, les habitants des "ranchos", les bidonvilles, de plusieurs villes manifestent et s'attaquent à la police pour exiger des services publics qui sont quasi inexistantes : eau, électricité, transports, etc. font défaut...

Nous ne pouvons citer toutes les luttes ouvrières et populaires qui touchent, sans exception aucune, tous les pays.

face au prolétariat la bourgeoisie s'unit au niveau international

Toutes les révoltes et luttes se payent d'emprisonnés, de blessés, de tortures, de tueries et de massacres. Là aussi, aucun pays n'est épargné.

C'est l'ensemble du bloc occidental qui assure la répression. L'époque du respect des "droits de l'homme", chers à Carter est révolue. Au Salvador, Reagan fait un exemple : 30000 morts !

Le message est destiné non à l'impérialisme russe, mais à l'ensemble des prolétaires du continent, du sud, comme du Nord ! Tout mouvement de révolte recevra la mitraille !

C'est directement l'armée qui prend en charge l'Etat pour réprimer : lors de la journée de grève du 21 octobre dernier en Colombie, les militaires ont procédé à un quadrillage complet du pays et des villes ; soldats baïonnettes au canon, mitrailleuses disposées à chaque carrefour, auto-blindées, les tanks ! Plusieurs dizaines de morts

ont marqué cette journée, pour ceux qui avaient quand même osé sortir.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain ne peut plus laisser une lutte ouvrière d'envergure se développer surtout à deux pas de l'Amérique Centrale (la Colombie a une frontière avec Panama). La bourgeoisie utilise la terreur pour intimider les ouvriers !

Mais la terreur et la répression sauvages ne suffisent plus à enrayer la multiplication de ces révoltes. Les grèves précédemment citées d'Argentine, du Chili, de Bolivie, du Brésil ainsi que les révoltes paysannes et populaires en sont la preuve.

Il est indispensable pour la bourgeoisie de dévier le mécontentement et la révolte générale, qu'elle ne peut éviter, du terrain anti-capitaliste, sur le terrain bourgeois de la fausse alternative démocratie/dictature. C'est Lula, le dirigeant syndical, le Walesa brésilien qui explique que le régime mili-

taire " a constaté qu'il ne pouvait plus réprimer comme avant, qu'une telle répression serait difficilement justifiable".

Là encore, c'est l'ensemble du bloc impérialiste qui essaye d'enfermer les ouvriers dans la fausse alternative démocratie/dictature. L'intervention de la gauche européenne des Mitterrand et des Brandt est nécessaire pour diffuser le poison démocratique. Il faut dire que les ouvriers latino-américains ne se font guère d'illusions sur les vertus de leurs propres démocrates qu'ils ont déjà eu l'occasion d'affronter, toujours à leur dépens. Par contre, la gauche et les démocrates sentent moins la corruption et la répression vus... d'au-delà des océans ! Les illusions sur les libertés, la démocratie, la prospérité des pays d'Europe, et surtout des U.S.A., sont encore bien vivaces.

De plus, le sentiment contre les "gringos" est renforcé par le jeu d'opposition Reagan-Mitterrand. La déclaration franco-mexicaine qui reconnaît les guérillas au Salvador, et la vente d'armes françaises au Nicaragua ont soulevé "l'indignation" du gouvernement des Etats-Unis. Ce jeu d'opposition n'est que de la poudre jetée aux yeux du prolétariat du continent.

Pendant que Reagan assure la répression violente, la gauche internationale accrédite l'idée que les sandinistes et le Front Farabundo Marti du Salvador, sont des mouvements anti-capitalistes.

Car aussi bien, au Nicaragua qu'au Salvador, c'est la révolte des prolétaires, des sans-travail, des paysans qui a été endiguée par les guérilleros. Ceux-ci, disparus de l'ensemble du continent devant le surgissement des luttes ouvrières, n'ont pu subsister que là où l'absence d'une classe ouvrière un tant soit peu forte et concentrée, se faisait cruellement sentir.

Ce n'est pas l'impérialisme russe que Reagan et Mitterrand combattent en Amérique Centrale, c'est toute idée de lutte révolutionnaire sur l'ensemble du continent américain !

Pour cela, deux armes bourgeoises, "sur le terrain", sont indispensables : les syndicats et les partis démocratiques de gauche.

Les syndicats, légaux ou illégaux, reprennent les méthodes de leurs collègues d'Europe : devant la menace d'extension des grèves de Mercedes et de la papeterie à d'autres secteurs, la C.G.T péroniste, principal syndicat argentin, appelle "les différents secteurs de la vie nationale à une journée de protestation" (22 juillet 1981).

C'est aussi par le moyen de la journée de grève du 21 octobre que la bourgeoisie colombienne a désamorcé l'explosion qui menaçait. Cette arme syndicale que sont les journées d'action, bien connues des ouvriers d'Europe, est régulièrement utilisée aussi en Amérique Latine.

Lors du mouvement de luttes conjointes des ouvriers et des paysans de décembre 1979 dont nous avons parlé plus haut, la Centrale Ouvrière Bolivienne se "solidarise" avec le mouvement et appelle à une grève générale de... 24 heures ! Il fallait bien cela pour faire oublier son opposition au début de la lutte.

Au Pérou, aussi bien en 1977 qu'en 1978, ce sont quatre grèves de 24 heures qui ont été lancées chaque année ! La situation devait y être tendue ; c'est à ce prix ; une nouvelle grève, le 22 septembre dernier, que la C.G.T locale a pu reprendre le contrôle

comment et pourquoi le prolétariat doit développer ses luttes

Mais alors, quelle possibilité de lutter pour les ouvriers latino-américains ? Nous reprendrons ce qu'écrivaient nos camarades d'Espagne dans Accion Proletaria n°31 :

"Les ouvriers d'Amérique Centrale ont une série de problèmes qui, bien que communs à l'ensemble du prolétariat mondial, se pose à eux de façon aiguë : 1) il est urgent de ne plus tomber dans la fausse alternative dictature-guérilleros, Somoza-sandinistes... et de savoir que LES DEUX

d'un mouvement de lutte qui lui échappait depuis la fin de la guerre avec l'Equateur.

A chaque fois que la classe ouvrière se met en lutte de manière ouverte et frontale, à chaque fois les syndicats allument des contre-feux (les journées d'action) qui permettent d'éteindre l'incendie social et ouvrent la porte à la répression. De plus, l'emprisonnement de syndicalistes (parfois leur assassinat) masque la collaboration objective des syndicats avec les autres fractions bourgeoises au pouvoir. Ils sont autant nécessaires au maintien de l'ordre capitaliste que les gouvernements dictatoriaux des militaires. Les uns sans les autres sont impuissants à enrayer la lutte de classe.

Lula, condamné à 3 ans et demi de prison (février 1981) est remis en liberté ; il explique pourquoi : "la plupart des mouvements de grève de ces trois dernières années n'ont pas dépendu des dirigeants syndicaux..." (déclaration au "Matin" le 27/2/81).

Effectivement, c'est contre le développement des grèves ouvrières que la bourgeoisie a meilleur emploi pour ses agents syndicaux qu'en prison !

Mais malgré cela, l'encadrement du prolétariat est encore insuffisant ; c'est ce que regrette un sociologue chilien "spécialiste des relations du travail" ; la situation actuelle (Pinochet au pouvoir) provoque "une grave crise de confiance à la base envers l'idée socialiste". (Il entend par là les partis bourgeois, PS, PC, syndicats).

L'existence régulièrement illégale des différents partis de gauche, PS, PC, dans tous ces pays, l'existence périodiquement interdite et réprimée des partis trotskistes (PST en Argentine, PCR en Bolivie par exemple), l'apparition du Parti du Travail de Lula au Brésil, complète l'arsenal politique de la bourgeoisie. Tous ces partis, ardents défenseurs de leur patrie (voir leur participation à la guerre entre le Pérou et l'Equateur), au nom de la défense de la démocratie, au nom de leurs martyrs, appellent les travailleurs à se détourner de leur terrain de classe, à abandonner la défense de leur condition de vie. Il s'agit de les amener dans une impasse dans laquelle, ils se feront massacrer comme au Chili avec Allende !

Même l'église y va de son refrain depuis le voyage du Pape polonais, le copain de Walesa-le "pompier social", au Brésil en 1981 : il importe de combler "le fossé qui sépare les riches des pauvres". Et qu'est-ce qui pousse les curés à s'occuper de la lutte de classe impie ? La paix interne ! "L'église ne peut rester indifférente devant les inégalités sociales et régionales, scandale pour les consciences (!) et menace pour la paix interne". Qu'est la paix interne, sinon la paix sociale ! Pour que la paix sociale existe, il faudrait un capitalisme sans exploitation, sans barbarie, sans révolte et sans lutte de classe, véritable tourment pour leur conscience.

Mais ces messieurs les curés, les démocrates de gauche savent très bien que cela ne se peut ! Mais combien ils voudraient le faire oublier aux prolétaires ! Mais combien ils voudraient leur faire croire que l'injustice et la faim sont dues uniquement aux gouvernements de dictature militaire.

SUR L'INTERVENTION

Nous avons analysé la crise du milieu révolutionnaire (Revue Internationale n° 28). Or, face à la répression en Pologne, la dispersion des révolutionnaires est apparue de façon crue et dramatique.

En France, nous avons connu deux attitudes : celle habituelle du PCI (Le Prolétaire) par exemple, qui persiste à ignorer le milieu révolutionnaire. Ne songeant qu'à se perpétuer tout seul quoiqu'il advienne au sein de la classe, le PCI s'engage de plus en plus dans une politique opportuniste.

Par cette pratique unilatérale, le PCI tourne le dos aux véritables tâches des révolutionnaires :

Clarification politique et participation à la prise de conscience de la classe ouvrière de quels sont ses ennemis et comment ils agissent (voir la confusion du PCI quand à la nature de Solidarité en Pologne);

Travail de regroupement des énergies révolutionnaires sur la base d'une clarification politique. Les révolutionnaires sont une expression de la vie de la classe et il n'est pas possible de demeurer dans son superbe isolement.

GVC (Révolution Sociale), sur la route tracée par le PIC (Jeune Taupe), reste le champion de l'immédiatisme

L'expérience du PIC a permis de tirer les leçons de son immédiatisme et de son activisme qui ont abouti à sa dissolution en novembre 81..

En 1974, il avait lancé des "campagnes révolutionnaires" en créant un "comité révolutionnaire de soutien au prolétariat portugais" (JT n° 3 - critique dans RI n° 12);

En 1976, certains éléments du PIC signent "une adresse aux prolétaires et aux jeunes révolutionnaires arabes et israéliens contre la guerre, pour la révolution prolétarienne", avec des éléments "contre-révolutionnaires" aux dires même du PIC dans JT n° 10 (critique dans RI n° 20);

En 1978, le PIC se lance dans le bluff des "groupes autonomes". Il organise une réunion publique le 27.2 contre les élections avec 3 "groupes autonomes ouvriers". Il participe à une campagne d'intervention sur ce thème.

(critique dans RI n° 47). C'est uniquement dans le supplément à JT n° 36 avant sa disparition, que la critique de l'activisme et des bluffs du PIC apparaît. Mais on n'en tire aucune conclusion critique.

De tous ces bluffs, de tout cet immédiatisme et de tout cet activisme, confondant organisation politique des révolutionnaires et regroupement immédiat de tous les gens de bonne volonté sur des thèmes partiels et localistes, il ne reste rien, et le PIC n'en tire aucune leçon.

Les éléments de l'ex-PIC qui ont fondé le GVC continuent sur cette trajectoire.

Dans sa "lettre-adresse" de juin 81, il souhaite "impulser une intervention efficace", rechercher l'action commune" activités qui "doivent conduire à la clarification théorique". Continuons à intervenir tous azimuts, ensuite nous essaierons de comprendre ce que nous faisons, si toutefois nous en avons encore la force et le recul nécessaires.

L'esprit du PIC n'est donc pas mort. La répression en Pologne a été le signal de la création d'un nouveau Collectif "Lutte de classe" avec des éléments on ne peut plus flous. Nous ne pouvons que constater que GVC n'a rien appris de ces erreurs passées.

Ces incompréhensions et ce manque de sérieux ne sont pas propres au PIC ou au GVC, ils sont forts répandus dans la milieu révolutionnaire immature.

LES TACHES PRESENTES

Le GVC et d'autres groupes révolutionnaires, constatent comme nous-mêmes, l'éparpillement des révolutionnaires.

La Pologne est venue rappeler et confirmer la faiblesse politique qui domine dans nos rangs. En 60 ans de contre-révolution, les organes révolutionnaires ont été affaiblis. Personne ne peut s'arroger le droit de posséder la pleine clarté sur toutes les questions que se pose la classe. Mais au lieu de combler notre retard par une discussion sérieuse, nous sommes en train de le creuser effectivement. Cependant, peut-on pallier à la dispersion par des actions épisodiques et conjoncturelles sans lendemain?

En s'engageant dans cette voie, le sectarisme effréné des uns et l'activisme impuissant des autres, loin de contribuer à une clarification des questions fondamentales qui se posent à la classe, et à jeter les bases d'un réel regroupement des forces révolutionnaires, ne contribuent qu'à jeter la plus grande confusion dans les rangs du prolétariat, en lui jetant à la face une caricature de regroupement qui ne repose que sur du bluff, ou mieux, du compromis.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAH NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION (RFA)
Postfach 410308, 5000 KÖLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F)
- Nation ou classe (4 F)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F)
- La décadence du capitalisme (10 F)
- Le TROTSKYSME (6 F) (épuisé) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (4 F) (recueil d'articles) (épuisé)
- L'Etat dans la période de transition (12 F)

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu
PARIS 20ème.

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros
la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
100 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
55 F 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
110 F 110 F 140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
60 F 70 F 90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

réunions publiques

du mois de mars
sur le thème

LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES
FACE
A L'ACCELERATION DE L'HISTOIRE

VOIR LES DATES ET LIEUX CI-DESSOUS

AIX EN PROVENCE

Permanence le 17.3.82 de 19h à 20h
au Café de "La Madeleine", place des
Prêcheurs

BORDEAUX

Réunion Publique le 27.3.82 à 17 h
au Café Victor Hugo, 52, cours
Victor Hugo.
Ventes au marché St Michel, place
Meynard tous les 4èmes samedis du
mois, de 10h30 à 11h30

LYON

Réunion Publique le 26.3.82 à 21h
au 3, rue Diderot, Lyon 1er
Permanence le 31.3.82 à 18 h à la
même adresse que la Réunion
Publique.

MARSEILLE

Réunion Publique le 5.3.82 à 21h
au 205 rue Ste Cécile 13005-
Permanence le 26.3.82 de 18h à 19h
à "l'Artistic Bar", 4, rue Joseph
Thierry.

MONTPELLIER

Contact-diffusion le 2ème samedi de
chaque mois de 10h30 à 12h à la Pla-
ce du Marché.

PARIS

Réunion Publique le 20 mars 1982 à
17 h; 27, av. de Choisy (Paris 13è)
Permanences tous les samedis sauf
celui de la Réunion Publique à 16h
au même endroit.

ROUEN

Réunion Publique le 20.3.82 à 15h
à "La Halle aux Toiles".
Permanences los 3.4.82 (15h) et
7.4.82 à 20h30.

TOULOUSE

Réunion Publique le 26.3.82 à 21h
à la Cité Universitaire de l'Arsenal
Bât. 2
Permanence tous les vendredis sauf
celui de la RP à 18h30 au Bar "Le
Colbert" av. de St Exupéry, Pont des
Demoiselles.
Contact-diffusion au marché sur le
boulevard (près place Jeanne d'Arc)
les 2ème et 4ème dimanches de cha-
que mois et au marché aux Puces
(St Sernin) le 2ème dimanche du mois
de 11h à 13h.

Les réunions publiques de Lille,
Tours et Nantes ont lieu sur le thème:
"Quelle solidarité ouvrière"

LILLE

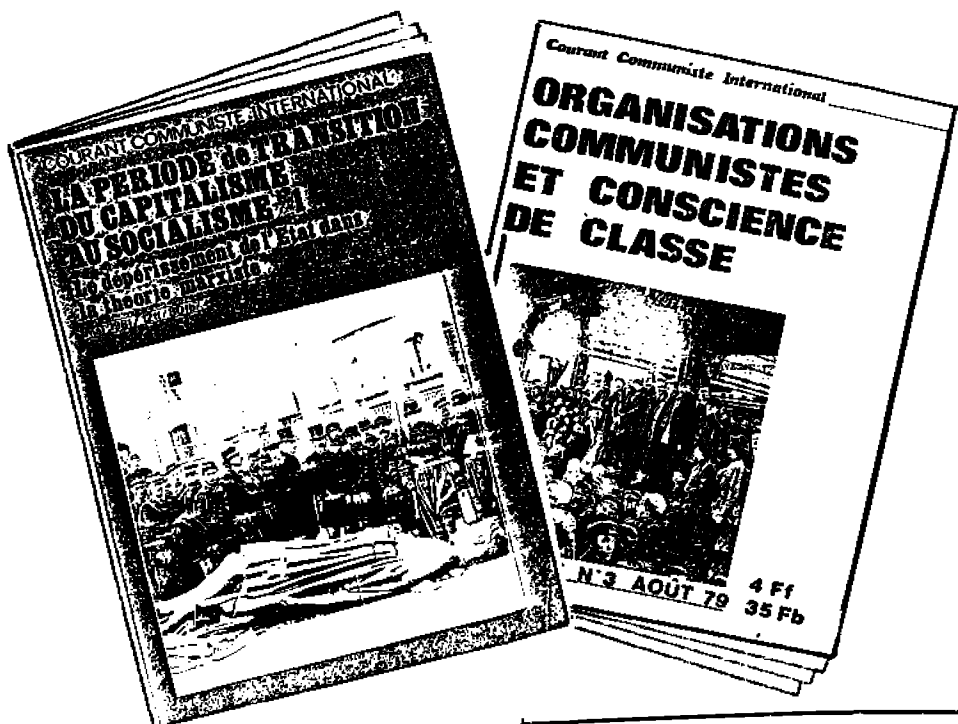
Réunion Publique le 6.3.82 à 15h30
23, rue Gossélet (MNE)

TOURS

Réunion Publique le 20.3.82 à 17h
au 43, rue Lamartine sur le thème
"SOLIDARITE AVEC LA POLOGNE. LA VRAIE
SOLIDARITE DE CLASSE"

NANTES

Réunion Publique le 6 mars à 17 h
au Centre Social des Bourderies sur
le thème "SOLIDARITE AVEC LA POLOGNE
LA VRAIE SOLIDARITE DE CLASSE"
Permanence le dernier mercredi du
mois à 20h30 au Bar de l'Hôtel de
Ville (Nantes Chantenay)
Contact-diffusion au Marché de la
Petite Hollande de 10h30 à 11h30, le
deuxième samedi du mois



courrier

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS
LISENT DES LETTRES, DES TEXTES
OU ILS EXPERIMENT LEURS REACTIONS,
LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVEN-
TION, SUR TOUS LES PROBLEMES
QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLAS-
SE AUJOURD'HUI.
EN CETTE PERIODE ENCORE TROU-
BLE OU MURIT LA FORCE QUI VA
BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DIS-
CUSSION EST UNE NECESSITE
VITALE.
DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT
NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU
LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES
CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE
REPONSE.

ERRATA

Dans la polémique du journal précé-
dent, il fallait lire : "l'institu-
tionalisation, sur les ruines des or-
ganisations ouvrières surgies en août,
d'un syndicat "libre" bourgeois...",
dans la dernière colonne, à la 45ème
ligne.

chômage: le prolétariat revit-il la situation des années 30?

Un article précédent (RI n°92 : "L'Etat ne combat pas le chômage, mais les chômeurs") a montré que le développement du chômage massif atteignait actuellement des proportions alarmantes au cœur même du capitalisme, dans ses centres les plus vitaux (Europe occidentale, Etats-Unis, Japon) et que les pseudo-mesures anti-chômage de la bourgeoisie, loin de pouvoir le combattre, correspondaient en fait partout aux nécessités de la bourgeoisie de déployer des écrans de fumée contre le prolétariat pour tenter de repousser les menaces d'explosion sociale contenues dans cette situation.

Le caractère massif du chômage n'est pas historiquement nouveau (on a assisté au même phénomène dans l'entre-deux guerres). Mais si, dans le passé, il a déjà pu se manifester massivement, il n'implique pas pour autant des répercussions similaires et une évolution identique sur la situation mondiale. On peut comprendre cela en comparant la situation actuelle avec celle des années 30.

Le chômage actuel, comme dans les années 30, révèle un contenu tout différent de celui du siècle dernier. Les chômeurs constituaient, selon les termes de Marx, "une armée de réserve" où à travers une marginalisation temporaire par rapport à la production, le capitalisme pouvait puiser de la main-d'œuvre disponible pour faire face à un élargissement nouveau de la production et aux bouleversements de l'appareil productif, introduits par une industrialisation croissante.

Le phénomène du chômage de ce siècle exprime au contraire une double incapacité du capitalisme : d'une part,

le chômage dans les années 30...

Dans l'entre-deux guerres, la montée du chômage est terriblement brutale au début des années 30 et se manifeste d'emblée le plus fortement dans les Etats les plus développés et notamment en Allemagne et aux USA.

A cette période, on comptait souvent dans une même famille en Allemagne un ouvrier en activité pour deux chômeurs. On dénombreait en 1933 plus de 12 millions de chômeurs aux USA, soit 25,2 % des travailleurs du pays.

Cette poussée du chômage fait suite à un effondrement monétaire et financier (qui intervient dès les années 22-26 en Allemagne avec le crash de 29 et les années suivantes aux USA et dans le reste de l'Europe occidentale) et à une chute spectaculaire de la production industrielle de près de la moitié de la production entre 1929 et 1932 aux USA comme en Allemagne, de plus de 30 % de la production mondiale.

Néanmoins aux USA, bien que la production retombe ensuite presque au niveau de 1913, on avait assisté de 1913 à 1929 à un essor industriel considérable, à un formidable développement tandis que, pour la même période, l'Allemagne connaissait une stagnation relative.

Cependant et surtout dans ces deux pays-clés, la bourgeoisie a été capable de réagir avec vigueur à cette crise et est parvenue à juguler plus ou moins efficacement le chômage à travers la mise en place et le développement de l'économie de guerre.

En Allemagne, la production retrouve son niveau de 1929 en 1936. Deux ans plus tard, elle le dépasse de 30 % en

l'incapacité croissante d'intégrer dans la production de nouveaux contingents de la population : jeunes à la recherche d'un premier emploi, sous-prolétariat chronique grandissant à travers la masse énorme de sans-travail au seuil de la famine dans les pays les plus pauvres. D'autre part, l'incapacité de maintenir au travail des fractions de plus en plus nombreuses de la classe ouvrière : licenciements massifs et précarité grandissante de l'emploi dus aux fermetures d'entreprises comme aux réductions d'effectifs.

axant exclusivement cette production sur la préparation de la guerre. Elle relance essentiellement son marché intérieur en modernisant son armée et son équipement militaire. L'Etat rénove ses réseaux de communication pour les transports militaires, oriente l'intensification de la production vers l'industrie automobile (camions, autos, motos, chars), les chantiers navals (marine de guerre), l'aéronautique (avions de chasse), l'industrie lourde. L'économie allemande se remet à fonctionner à plein régime mais toute sa technologie et son activité sont mises au service d'une énorme machine de guerre. A côté de cela, l'Etat instaure une très importante armée permanente. Par ces moyens, on voit se réaliser une réduction massive du chômage ! De 5 531 000 chômeurs officiels en 1933, on n'en dénombre plus que 172 000 en novembre 1938.

Aux USA, le New Deal de Roosevelt offre une voie plus douce et plus souple vers la mise en place d'une économie de guerre qui reste masquée et n'apparaît sous son véritable visage qu'au début des années 40 (triplément de la production de guerre en 1941 par rapport aux années précédentes) alors que la production n'arrive pas à retrouver son niveau de 1929.

Outre la centralisation de l'administration et des décisions majeures entre les mains de l'Etat, le New Deal qui n'est toutefois pas un plan qui couvre l'ensemble de l'activité économique et industrielle américaine, va être marqué par la réorganisation de la production autour de l'aménage-

ment de l'infrastructure américaine (routes, ponts, barrages...) dans lequel les préoccupations stratégiques et militaires se révéleront plus tard. Le taux de chômage va décroître à travers cette activité mais atteint encore, à son niveau le plus bas de l'époque en 1937, 13,8 % de la population active avant de connaître, l'année suivante, une nouvelle violente poussée (18,7 %) et touche 9 millions et demi de personnes en 1939.

Dans les autres pays occidentaux, bien qu'à un degré moindre qu'aux USA,

une même politique de grands travaux est entreprise tandis que l'orientation vers l'économie de guerre s'affirme de plus en plus nettement. Dans le même temps, le Japon organise directement une armée et une industrie de guerre sur le même modèle que l'Allemagne.

C'est dans la seconde guerre mondiale et ses 50 millions de morts puis dans la reconstruction qui y fait suite que la crise trouve une issue provisoire et que le problème du chômage est momentanément effacé.

... et aujourd'hui

Aujourd'hui, on assiste à une extension relativement beaucoup plus lente du nombre de chômeurs.

Dans tout le développement de la crise depuis la fin des années 60 et surtout le début des années 70, le phénomène du chômage ne s'est pas d'emblée manifesté comme un aspect majeur. Il n'a pas touché en premier les pays les plus développés mais au contraire sa poussée - quasiment imperceptible au début, car touchant des Etats baignant déjà dans une misère chronique - s'est étendue des secteurs périphériques vers le cœur de la production capitaliste. Cependant, le nombre de chômeurs (plus de 3 millions) a dépassé le niveau des années 30 dans une des places fortes du capitalisme : la Grande-Bretagne.

Mais derrière un accroissement relativement lent par rapport à ce qu'il était il y a 50 ans, il faut distinguer une profondeur réelle et une progression inexorable des chiffres.

Le chômage n'est plus entravé par la bourgeoisie. La raison essentielle de cela est que l'économie de guerre - qui n'a pas été démantelée au lendemain de la seconde guerre mondiale - s'est au contraire très développée, hypertrophiée, atteignant une ampleur

lutte des chômeurs dans les années 30, et aujourd'hui

Les luttes qu'ont menées les chômeurs dans les années 30 apparaissent au premier regard beaucoup plus fortes et importantes que celles auxquelles on assiste de nos jours.

Aux USA notamment, de nombreuses manifestations de chômeurs se sont déroulées et de gigantesques marches, sur Washington par exemple, se sont auto-organisées sur une vaste échelle et se sont heurtées fréquemment à la troupe, chargeant violemment les manifestants.

Des comités de chômeurs faisant surtout office de comités d'entraide et de solidarité, principalement organisés contre les expulsions, les coupures de gaz, etc... mais fonctionnant aussi comme caisses de secours locales, visant à assurer leur propre subsistance matérielle, ont pu souvent entretenir entre eux des liens importants de coordination.

Des occupations de bureaux de chôma-

ge, et même de municipalités, la plupart du temps pour obtenir des logements ou des locaux de réunion ont eu lieu. Les réactions de chômeurs ont été souvent marquées par la violence dans les concentrations urbaines américaines.

En Europe également, on voit des réactions importantes de chômeurs, comme à Amsterdam où, en 1934, des milliers de chômeurs de la ville se rassemblent et dressent des barricades contre la police, mais quadrillés, isolés, ils subissent la répression. Cependant, malgré quelques manifestations locales de solidarité ouvrière, le caractère marquant de ces luttes de chômeurs a été leur isolement de l'ensemble de la classe ouvrière. Quels facteurs ont conditionné cet isolement?

La question du chômage, si elle est alors déjà vécue comme une menace pour l'ensemble du prolétariat, est perçue

suite page 4

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'autogestion ouvrière, ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.